

COMMUNE DE LA BRUYERE

ASSEMBLEE DU CONSEIL COMMUNAL

Extrait du Code de la Démocratie locale
et de la Décentralisation.

Art L1122-17 : Le Conseil ne peut
prendre la résolution si la majorité de ses
membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été
convoquée deux fois sans s'être trouvée
en nombre compétent, elle pourra, après
une nouvelle et dernière convocation,
délibérer quel que soit le nombre des
membres présents, sur les objets mis
pour la troisième fois à l'ordre du jour

M.....

est invité pour la première fois à assister à la séance qui

aura lieu le 27/11/2008 à la Maison communale à

Rhisnes, à 19 H 30 précises.

Le Secrétaire,

Le 19/11/2008.
Le Bourgmestre,

Y.GROIGNET

R.CAPPE

EN SEANCE PUBLIQUE:

1. Procès-verbal de la séance du 23 octobre 2008: Approbation
2. Budget du CPAS: Exercice 2008: Modification budgétaire: Service ordinaire: Décision
3. Budget du CPAS: Exercice 2008: Modification budgétaire: Service extraordinaire: Décision
4. BEP-Environnement: Financement des investissements 2008-2009: Garantie d'emprunt par les communes associées: Décision
5. Sociétés patriotiques: Octroi d'un subside: Exercice 2008: Décision
6. Maison du Tourisme de la Province de Namur: Désignation d'un représentant de la Commune au Conseil d'Administration : Décision
7. INASEP: Assemblée générale du 17 décembre 2008:
 - a) Plan stratégique 2009: Approbation
 - b) Budget 2009: Approbation
 - c) Augmentation du capital: Approbation
 - d) Modifications de la composition du Conseil d'Administration: Approbation
8. IDEG: Assemblée générale du 10 décembre 2008: Evaluation annuelle du Plan stratégique 2008-2010: Approbation
9. IDEFIN: Assemblée générale du 10 décembre 2008: Evaluation annuelle du Plan stratégique 2008-2010: Approbation
10. INATEL: Assemblée générale du 10 décembre 2008:
 - a) Evaluation annuelle du Plan stratégique 2008-2010: Approbation
 - b) Nomination statutaire : Approbation

11. INASEP: Contrats tant d'études que de coordination sécurité et santé relatifs au remplacement d'une installation de chauffage: Section de Rhisnes: Approbation
12. INASEP: Contrats tant d'études que de coordination sécurité et santé relatifs au remplacement de châssis: Section de Rhisnes: Approbation
13. INASEP: Contrat d'études relatif au renouvellement d'une installation électrique: Section de Rhisnes: Approbation
14. Service des travaux: Acquisition d'une hydrocureuse sur remorque: Décision
 - a) Cahier des charges
 - b) Devis estimatif
 - c) Mode de marché
15. Service des travaux: Achat d'une débroussailleuse: Décision
 - a) Descriptif
 - b) Devis estimatif
 - c) Mode de marché
16. Services administratifs: Acquisition d'un véhicule d'occasion: Décision
 - a) Cahier des charges
 - b) Devis estimatif
 - c) Mode de marché
17. Services administratifs: Achat d'un projecteur LCD: Décision
 - a) Descriptif
 - b) Devis estimatif
 - c) Mode de marché
18. Service des travaux: Acquisition de 2 véhicules neufs: Décision
 - a) Cahier des charges
 - b) Devis estimatif
 - c) Mode de marché
19. Patrimoine communal: Travaux de création de trottoirs: Section de Meux: Décision
 - a) Cahier des charges
 - b) Devis estimatif
 - c) Mode de marché
20. Contrat de rivière Mehaigne: Création d'une Asbl:
 - a) Approbation des statuts
 - b) Désignation du représentant de la Commune aux assemblées générales
21. Règlement complémentaire de circulation routière: Sections de Bovesse, Emines, Meux, Rhisnes et Villers-Lez-Heest: Décision
22. Règlement complémentaire de circulation routière: Sections de Bovesse, Emines, Meux, Rhisnes et Villers-Lez-Heest: Décision
23. Patrimoine communal: Acquisition de 2 parcelles de terrain: Section de Meux: Décision

24. Redevance sur le service de surveillance des enfants organisé dans le cadre de l'accueil extrascolaire: Taux pour la période 2009-2012: Décision

A HUIS CLOS:

25. Ratification de la désignation d'une maîtresse spéciale d'éducation physique temporaire à temps partiel aux écoles communales de La Bruyère
26. Ratification de la désignation d'un maître spécial d'éducation physique temporaire à temps partiel aux écoles communales de La Bruyère
27. Ratification de la désignation d'une institutrice primaire temporaire à temps partiel aux écoles communales de La Bruyère
28. Ratification de la désignation d'une institutrice maternelle temporaire à mi-temps aux écoles communales de La Bruyère
29. Ratification de la désignation d'une institutrice maternelle temporaire à mi-temps aux écoles communales de La Bruyère
30. Ratification de la désignation d'une institutrice primaire temporaire à temps plein aux écoles communales de La Bruyère
31. Ratification de la désignation d'une maîtresse spéciale de morale temporaire à temps partiel aux écoles communales de La Bruyère
32. Ratification de la désignation d'une institutrice maternelle temporaire à temps plein aux écoles communales de La Bruyère

Commentaires

1. /
2.

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget initial	1.374.638,94€	1.374.638,94€	0
Augmentation des crédits	22.186,96€	180.001,79€	-157.814,83€
Diminution des crédits	15.000,00€	172.814,83€	157.814,83€
Nouveau budget	1.381.825,90€	1.381.825,90€	0

L'intervention communale demeure inchangée

3.

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget initial	284.495,93€	284.495,93€	0
Augmentation des crédits	142.322,28€	8.787,91€	133.534,47€
Diminution des crédits	142.322,28€	8.787,91€	-133.534,47€
Nouveau budget	284.495,93€	284.495,93€	0

4. En date du 17 juillet 2008, le Comité de direction de l'Intercommunale a marqué son accord sur les cahiers des charges relatifs au financement des investissements 2008-2009 à savoir la construction de parcs à conteneurs (2.500.000€) et du site intégré de gestion des déchets à Floreffe (25.000.000€), le renouvellement de matériel roulant (5.500.000€) ainsi que la fourniture de conteneurs (1.000.000€). Par décision du 23 octobre 2008, le Comité de Direction a déclaré comme adjudicataire, DEXIA. L'emprunt dont question est accordé sous garantie des communes concernées sur base de leur population respective.

Il appartient au Conseil de se prononcer sur cet octroi de caution.

5. Le budget 2008, à l'instar de ceux des années précédentes, comprend à l'article 76201/332/02 une somme destinée à être partagée entre les différentes sociétés patriotiques (FNAPG) encore actives. Il est proposé de procéder à la liquidation de ces aides financières.

6. Compte tenu du souhait émis par Monsieur Marcel Piron, Président du Syndicat d'Initiative de La Bruyère, d'être déchargé de sa qualité de membre du Conseil d'Administration de l'ASBL Maison du Tourisme du Pays de Namur, qu'il assumait depuis sa désignation par le Conseil Communal le 24 avril 2007, il s'avère nécessaire de pourvoir à son remplacement. La candidature de Monsieur Roland Lecocq est avancée par le Syndicat d'Initiative. Il appartient au Conseil d'entériner ou non ce choix.

7-10 : /

11-13 : Dans le cadre de l'affiliation de la Commune au bureau d'études de l'INASEP, il est envisagé de confier aux techniciens de celle-ci non seulement l'examen de différents projets et la rédaction du cahier spécial des charges y afférent, mais également la direction et la surveillance des chantiers dont question. Par ailleurs, la coordination en matière de sécurité et de santé leur incombera également lorsqu'elle s'imposera légalement.

Les dossiers concernés sont le renouvellement de l'installation de chauffage de la Maison communale ainsi que le remplacement des châssis de ce même immeuble. La modernisation du câblage électrique participe également aux travaux de rénovation dudit bâtiment.

14. L'hydrocureuse actuelle a été acquise en 1996 et présente des défaillances de plus en plus nombreuses et coûteuses de telle sorte qu'il apparaît raisonnable de penser à lui substituer un nouveau matériel.

Le devis estimatif s'élève à 18.500€ TVAC.

Mode de marché : procédure négociée.

15. Une des débroussailleuses du service de l'environnement se signale, vu son grand âge, par de multiples pannes et par une perte importante de rendement malgré les réparations effectuées. La raison implique qu'un nouvel outil soit acquis. Le devis estimatif atteint 1.015€ TVAC. Mode de marché : procédure négociée.

16. Depuis de nombreux mois, les agents administratifs ne disposent plus que d'un seul véhicule pour leurs déplacements professionnels (réunions extérieures, affichage...). Il en résulte régulièrement des difficultés de coordination des diverses activités et tâches ainsi que de multiples pertes de temps et donc d'efficacité. Il est donc envisagé de doter, comme par le passé, l'Administration d'une 2^{ème} voiture qui, vu le kilométrage moyen à parcourir, peut ne pas être neuve. Le devis estimatif s'élève à 11.000€ TVAC. Mode de marché : procédure négociée.

17. Actuellement, les diverses projections de documents effectuées notamment dans le cadre des séances du Conseil Communal, sont réalisées grâce à un matériel mis gracieusement et ponctuellement à disposition par certains conseillers. Il est dès lors proposé d'acquérir un projecteur LCD afin d'éviter de devoir continuellement solliciter la bonne volonté des uns ou des autres, et de pouvoir de la sorte gérer en interne la disponibilité de cet équipement. Le devis estimatif avoisine 1.400€ TVAC. Mode de marché : procédure négociée.

18. Les 2 voitures « break » utilisées par le Contrôleur et le Contremaître des travaux totalisent chacune un nombre d'années qui rend, à chaque fois, de plus en plus aléatoire et coûteuse la présentation au contrôle technique. Il paraît par conséquent économiquement raisonnable de leur substituer de nouveaux véhicules. Le devis estimatif s'élève à 35.000€ TVAC. Mode de marché : procédure négociée.

19. Le 27 mai 2008, le Conseil marquait son accord pour confier au bureau d'études de l'INASEP notamment la rédaction du cahier spécial des charges relatif à l'aménagement de trottoirs à la rue du Chainia à Meux. Aujourd'hui, ce document est finalisé et est soumis à l'approbation du Conseil. Le devis estimatif avoisine 400.000€ TVAC et le mode de procédure de marché public proposé est l'adjudication publique.

20. Le 2 octobre 2003, le Conseil décidait d'adhérer au contrat de rivière Mehaigne et par la suite, en séance du 27 octobre 2003, désignait les représentants tant effectif que suppléant de la Commune auprès de cet organisme. Par décret du 7 novembre 2007, le Code de l'Environnement a subi certaines modifications dans ses dispositions relatives à la gestion de l'eau parmi lesquelles figure l'institutionnalisation dorénavant des contrats de rivière par l'intégration de leurs activités au sein d'une ASBL à créer. Il est proposé au Conseil d'approuver le projet de statuts tel que rédigé par 2 juristes mandatés à cette fin, et de désigner le représentant de la Commune aux assemblées générales de ce nouvel organisme.

21-22 : Le 25 septembre 2007, le Conseil décidait de lancer un marché public pour l'acquisition d'une part et le placement d'autre part, de plateaux d'accès sinusoidaux en pavés préfabriqués en divers endroits du territoire communal à savoir :

- Bovesse : rue du Moulin
- Emines : rue du Hazoir
- Meux : rue Ange du Paradis
- Rhisnes : rues de Saint-Denis, de la Dîme et d'Emines

- Villers-Lez-Heest : rue des Laderies

Il est envisagé de procéder aujourd'hui à la modification de la zone agglomérée des différentes voiries ci-dessus mentionnées afin de permettre l'implantation légale des ralentisseurs de trafic récemment posés. Il est par ailleurs indispensable de réglementer les dites implantations.

23. Il est envisagé d'acheter les lots 5 et 11 du lotissement Meens – Radelet autorisé par décision du Collège Communal du 8 août 2002.

Ces 2 parcelles de terrain d'une superficie totale de 37a 63ca sont situées totalement en zone d'habitat à caractère rural. Leur prix global a été fixé à 142.500€ en accord avec le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Namur.

24 . Le 22 décembre 2006, le Conseil votait un règlement-redevance applicable dans le cadre du service de surveillance des enfants organisé dans les écoles et dénommé "accueil extrascolaire". Le 30 octobre 2007, une modification de ce texte était acceptée afin notamment d'intégrer les activités du mercredi après-midi et bénéficier par la même occasion des subventions octroyées par l'ONE. Aujourd'hui, la mise en œuvre des badges électroniques nécessite une nouvelle adaptation de ce document.

Toutefois, afin d'éviter la succession des changements qui ne peut que favoriser l'illisibilité progressive de ces dispositions, il est suggéré de substituer à l'actuel règlement-redevance le nouveau texte coordonné.